

Affirmer une ambition majoritaire à gauche

Entretien avec Eric Coquerel

Eric Coquerel est secrétaire national du Parti de gauche, responsable des relations unitaires

ContreTemps : *Quel bilan le Parti de gauche tire-t-il des élections régionales ?*

Eric Coquerel : Il s'agissait d'élections plus difficiles que les européennes, dans un contexte qui favorisait le vote utile, donc le vote pour le PS, et à un moindre titre pour Europe Ecologie. Dans ces conditions, que le Front de gauche ait progressé et se soit installé comme troisième composante de la gauche conduit à dire que ce bilan est positif.

A quoi il faut ajouter que la stratégie que nous avons défendue, celle d'un Front de gauche le plus large possible, incluant le NPA, s'est trouvée validée. Le Limousin est une exception qui nous paraît confirmer ce qui devrait être la règle : une alliance de *l'autre gauche* dans son ensemble, capable d'atteindre un score à deux chiffres, et ce faisant de changer la donne à gauche.

Donc, le bilan, c'est la droite battue, une victoire pour la gauche – la gauche seule, l'hypothèque MoDem ayant été levée –, et un Front de gauche qui se renforce et se montre dans certaines conditions capable de progresser entre les deux tours lorsqu'il affirme son autonomie, sa volonté d'unité, ce sans passer sous les fourches caudines du Parti socialiste, et porteur d'une vraie alternative au libéralisme.

Par ailleurs deux éléments forts sont à prendre en compte.

D'abord l'abstention. Certes une partie vient d'un électorat de droite qui a choisi de ne pas aller voter, mais l'essentiel provient des classes populaires, alors que celles-ci devraient constituer un électorat naturel du Front de gauche. On peut dire que cela signifie qu'il existe des ressources importantes pour le développement du Front de gauche, mais force est de constater que nous ne sommes pas encore capables de convaincre ces abstentionnistes.

Le second c'est le Front national, qui progresse, y compris entre les deux tours, qui s'ancre dans les classes populaires et, avec le discours de Marine Le Pen, porte des thèmes plus sociaux que ceux qui étaient habituels à Le Pen père.

C. T. : *Comment analysez-vous la situation actuelle ?*

E. C. : Avec ces élections, il est clair qu'on entre dans une situation de crise politique et que s'ouvre un nouveau cycle : avant on s'interrogeait sur qui *pourrait* battre Sarkozy, à présent on se demande *qui va* battre Sarkozy ! Le rejet de celui-ci est double : à la fois rejet de sa politique et de sa manière d'incarner le pouvoir. Il faut bien sûr prendre garde à des conclusions trop définitives – Chirac était au plus bas avant la guerre en Irak et la position

ACTUALITÉ

populaire qui fut la sienne –, mais franchement on voit mal comment il pourrait remonter la pente.

La crise politique s'ajoutant à la crise sociale, bien des scénarios sont possibles. Et pas seulement celui qui a les faveurs du PS : en fonction du discrédit de Sarkozy, une alternance quasi mécanique qui mettrait la gauche en situation de gouverner sans avoir besoin de se donner la peine de définir un projet alternatif. Par exemple on ne peut écarter un scénario à l'italienne, mais à droite, conduisant à une alliance entre l'UMP et un Front national relooké par Marine Le Pen. On peut aussi espérer une redistribution politique à gauche beaucoup plus importante que ce qu'on peut imaginer à froid. C'est pourquoi l'élément clé est bien celui des abstentionnistes et la question de savoir qui saura s'adresser à eux. Pour une part d'entre eux, les plus désorientés, on peut même penser qu'une espèce de course de vitesse est lancée entre le Front national et le Front de gauche qui, paradoxalement, sont les deux forces les plus en capacité d'interpeller ces électeurs qui n'ont plus confiance dans la politique, mais qui dans le même temps ont fait un geste politique qui a valeur de rejet de Sarkozy.

C. T. : *Cette situation nouvelle vous amène-t-elle à reconsidérer votre analyse du sarkozysme ?*

E. C. : Il n'y a pas de remise en cause des analyses : le sarkozysme, c'est un programme libéral, bien de droite. Mais qui s'est trouvé pris à contrepied par la crise économique. La politique dont Sarkozy est porteur est celle qui a conduit à cette crise, et il ne peut pas en changer. S'il était respectueux de la démocratie, il devrait s'interroger sur la légitimité de sa majorité. Quelle est sa légitimité pour poursuivre des réformes dont tous les sondages témoignent qu'elles sont majoritairement rejetées par les Français, notamment celle sur les retraites ? Ce n'est pas un problème théorique : le pouvoir n'est pas porté par une opinion qui lui donnerait le droit de brutalement la société.

Nous entrons dans une situation d'urgence où tout peut se passer. Y compris qu'on en arrive à un réel blocage. En fait rien ne dit qu'on peut aller jusqu'à 2012 sans problème. C'est pourquoi la question des retraites est clé : nous devons nous préparer à la possibilité de défaire le gouvernement sur cette question.

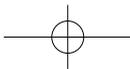
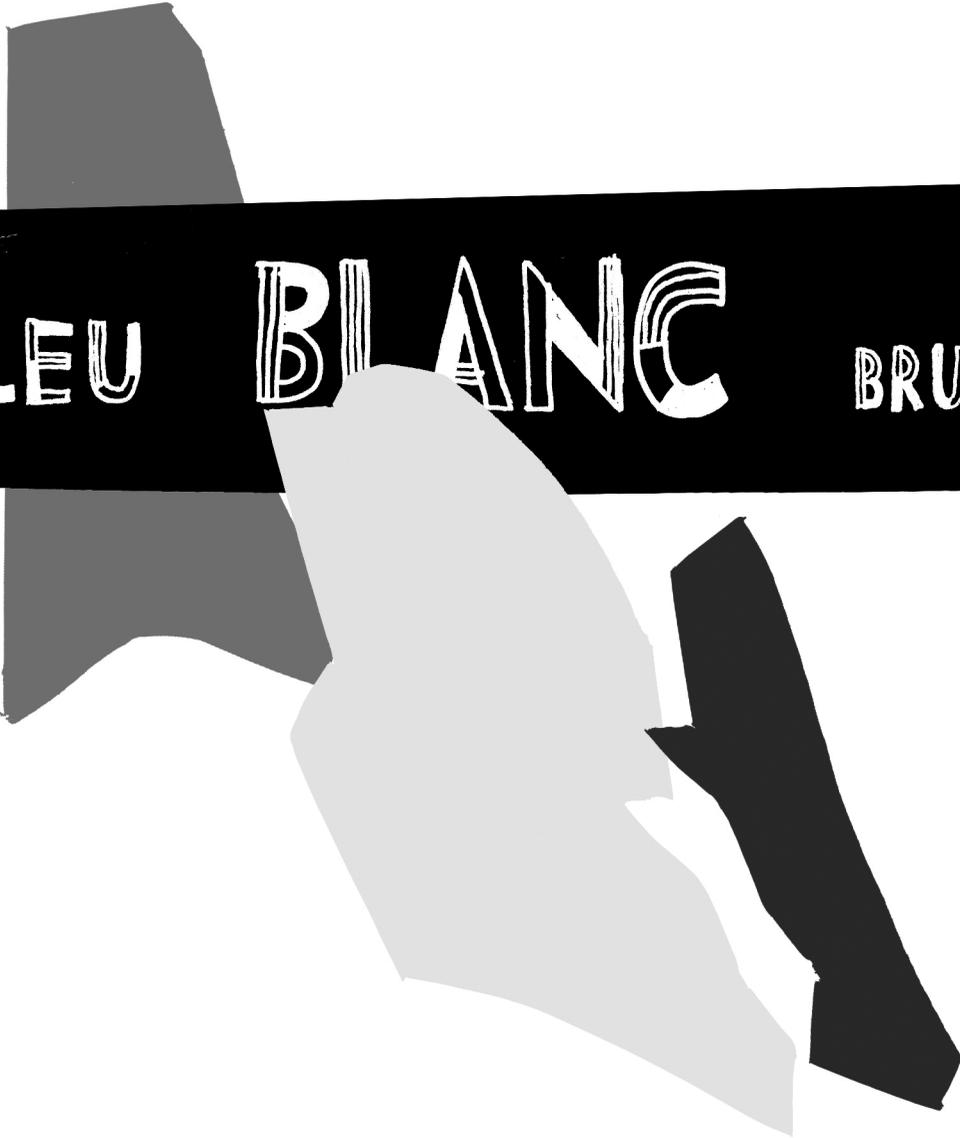
Il faut ajouter que le discrédit de Sarkozy résultant de sa façon de gouverner, c'est la 5^e République qui se trouve plus que jamais mise en question. Pour tous ceux qui militent pour la transformation sociale, il faut plus que jamais porter ce refus des institutions de la 5^e République et l'exigence d'une refondation républicaine.

C. T. : *En ce qui concerne la crise capitaliste, quelle en est votre compréhension ?*

E. C. : Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, nous sommes au début de cette crise. Ce n'est pas une crise de plus, par ses dimensions, avec la mise en péril de tout le système bancaire international, elle est de l'am-



BLEU BLANC BRUN



ACTUALITÉ

pleur de celle de 1929. Il ne suffira pas de laisser éclater quelques bulles spéculatives, et d'attendre que la croissance revienne... C'est plutôt comme l'effondrement progressif d'un château de cartes. Il faut regarder la Grèce, où on en est à faire appel au FMI, ce qui signe l'échec de la construction européenne. Parmi les créditeurs, il y a quelques banques françaises de premier plan. Ce qui veut dire que d'autres pays, dont la France, sont menacés de subir le même sort. Et ressurgissent en Europe les concurrences entre Etats, avec des préoccupations nationales qui s'affirment.

De cette crise, soit le capitalisme en sortira, mais par des enchaînements violents, à l'exemple de ce qu'on a connu dans les années 1930, soit on assistera à une remise en cause du capitalisme.

C. T. : *Face à cette double crise, quelles propositions avance le Parti de gauche ?*

E. C. : Nous travaillons pour notre congrès de novembre à un manifeste, intitulé « Lignes d'horizon ». Il s'agit de réfléchir à un programme de gouvernement, autour de quatre axes. Le premier : la dénonciation du traité de Lisbonne. L'Union européenne est privée de tous les outils qui pourraient permettre de contrer la crise, elle est par exemple moins armée que les États-Unis. Il faut dire non à son application qui vise à détruire les services publics, à libéraliser totalement les marchés et empêche toute réelle intervention anticrise.

Le second est le partage des richesses. Il faut une revalorisation globale des revenus salariaux. Et établir un salaire maximum. Depuis dix ans, c'est une explosion de la disparité des revenus, il faut s'attaquer à cette situation.

Le troisième est ce que nous appelons la planification écologique, pour répondre à la double urgence sociale et écologique. Le marché n'a pas la capacité de faire face aux périls qui menacent l'environnement et nos systèmes sociaux.

Le quatrième est la refondation républicaine. Ce n'est pas seulement le problème des institutions que nous évoquions à l'instant, mais le pouvoir aux salariés, la démocratie sociale de manière plus large, la gestion des services publics...

On retrouve les trois thèmes que nous déclinons sous l'appellation Parti de gauche : *écologie, socialisme, république...*

En matière de programme tout cela est à définir de manière plus précise, secteur par secteur, en fonction de l'élaboration de diverses commissions, par exemple ce chantier est ouvert sur l'agriculture, sur les retraites...

Cela dit, il s'agit d'un travail qui doit être mené avec les partenaires du Front de gauche. Nous ne prétendons pas avoir réponse à tout.

Le Parti de gauche ne s'est jamais vécu comme étant le grand parti de gauche, le Die Linke français... mais comme un élément qui peut accélérer les évolutions vers ce grand parti. Il se veut un bon ouvrier de l'unité, pas unique mais sans aucun doute essentiel. Mais dans le même temps il mène l'expérience d'un parti creuset, qui rassemble des traditions différentes.

L'enrichissement que permet la confrontation entre des expériences

AFFIRMER UNE AMBITION MAJORITAIRE À GAUCHE

différentes, nous le voyons lorsque nous inscrivons notre projet dans une perspective écologiste. Ou lorsque nous réfléchissons à la rupture avec le libre-échangeisme économique, ce qui amène à débattre de ce que les uns et les autres mettent derrière la notion de protectionnisme.

C'est encore plus vrai en ce qui concerne l'internationalisme. Nous avons beaucoup de liens avec l'Amérique latine. La notion de révolution citoyenne nous arrive d'Equateur, ce qui confirme que pour la recherche d'une alternative démocratique beaucoup d'apports nous viennent de ces sociétés qui sont en proximité directe avec l'impérialisme américain. Et nous devons espérer qu'à la manière d'un Evo Morales, un candidat du Front de gauche à la présidentielle devrait s'engager s'il était élu à être le dernier président de la v^e République, car il s'engagerait immédiatement sur la voie d'une Constituante pour instaurer de nouvelles institutions.

Au niveau européen, nous avons engagé notre processus d'adhésion au Parti de gauche européen.

C. T. : Outre ce travail sur le programme, où en est votre réflexion quant à la stratégie ?

E. C. : D'abord, soulignons que nous sommes bien un parti, car nous pensons que le cadre parti n'est pas dépassé. C'est un débat à mener avec ceux qui contestent la « forme parti ».

Nous nous définissons comme un parti républicain, donc notre stratégie est ce que Jean-Luc Mélenchon a appelé *la révolution par les urnes*. Nous parlons aussi de *révolution citoyenne*, parce que le citoyen doit être au centre du processus de transformation sociale, et cette notion signifie également la priorité à l'intérêt général par rapport aux intérêts particuliers.

La prise du pouvoir en France ne pourra se faire que sur la base d'une majorité électorale, dans le respect du suffrage universel. Mais ce pouvoir ne pourra transformer la société qu'en fonction de mobilisations sociales. Les deux facteurs sont liés. C'est pourquoi nous sommes à la croisée des chemins et des leçons des siècles passés : parti qui assume de vouloir appliquer son programme au gouvernement mais sans s'embourber dans une vision trop institutionnelle, parti qui estime que l'implication populaire et l'éducation éponyme sont au centre de sa méthode car il ne s'agit pas de « conduire » ou « diriger » les masses mais d'œuvrer tous ensemble à transformer notre monde. Donc à s'émanciper...

Notre outil est donc le Parti de gauche, mais il inscrit son action dans la démarche unitaire du Front de gauche. Dans le contexte de crise politique et sociale que nous connaissons, avec les possibles mobilisations dont il est porteur, le problème n'est pas de se satisfaire d'un Front de gauche à 7 %, mais bien de contester l'hégémonie du Parti socialiste, de mettre au cœur de la gauche la question de la rupture avec le capitalisme. Donc ce que nous avançons sur le plan du programme, c'est bien dans la perspective de le mettre en œuvre au niveau gouvernemental.

Lorsque nous utilisons l'expression un *gouvernement du Front de gauche*, il s'agit d'afficher cette ambition.

ACTUALITÉ

La victoire de la gauche aux régionales n'efface pas le clivage entre les deux orientations qui existent au sein de la gauche, entre rupture ou accompagnement du libéralisme. Pour dénouer le problème avec le Parti socialiste, il faut passer devant lui. Soit on se fixe l'objectif de changer la donne à gauche, et on pense qu'on peut y parvenir en tant que composante radicale, minoritaire au sein de l'union ; soit on pense que pour changer la donne il faut créer une situation où le rapport de forces permet de dépasser le PS. C'est sans doute l'un des débats qui traverse le Front de gauche notamment avec notre principal partenaire qu'est le Parti communiste.

Assumer cette ambition implique bien évidemment une transformation du Front de gauche. Ce que nous visons lorsque nous proposons la possibilité de l'adhésion directe, ou un conseil permanent du Front de gauche... Nous savons que ces idées aujourd'hui entraînent des réactions, mais elles sont utiles pour avancer tous ensemble. Elles sont nécessaires si l'on veut affirmer cette perspective majoritaire. Si l'on veut aller loin, il faut être capable de s'imposer, d'afficher une telle ambition. C'est pourquoi nous préférons la formule *gouvernement de Front de Gauche* à la formule *front populaire*, qui laisse ouverte la question de qui dirigera ce front populaire.

Et la capacité à s'élargir, elle est aussi fonction de sa crédibilité dans une situation d'urgence. Lorsque nous avançons la proposition du « paquet » électoral, nous n'avons pas pour seule préoccupation le nom du candidat à la Présidentielle, mais d'affirmer qu'on est déterminés à se présenter ensemble aux diverses élections et à construire un programme de gouvernement. C'est la seule façon d'être crédible. Indiquer que nous serons au rendez-vous, et que cette fois la question de la Présidentielle ne nous arrêtera pas. On ne saurait l'esquiver, car aucune force aspirant à gouverner ce pays ne peut faire l'impasse sur l'élection qui le structure politiquement. De toutes façons nous comptons bien que le candidat du Front de gauche fera campagne sur la disparition de la fonction présidentielle, et assumera en cas d'arrivée au pouvoir de convoquer une constituante pour la VI^e République. Mais autant que ce soit porté le plus efficacement possible.

Dire *gouvernement du Front de gauche*, c'est dire que le Front de gauche affirme une ambition majoritaire à gauche, une volonté de changer les rapports de forces à gauche. C'est possible : ce qui s'est concrétisé dans le Limousin correspond au potentiel réel d'une gauche de transformation sociale dans ce pays.

Propos recueillis par Francis Sitel